

Tableau 1. Utilité sociale à forte composante économique

Valeurs ou "grandeurs" invoquées	Critères d'utilité sociale et termes utilisés pour justifier les actions comme socialement utiles	Aspects problématiques, controverses, voire "désutilité sociale"	Évaluation et exemples d'indicateurs éventuels
<p>Richesse économique créée ou économisée</p>	<p>Moindre coût collectif direct de certains services associatifs (bénéfice collectif de type économique) Exemples : crèches associatives, aide à domicile aux personnes âgées, aux malades...</p>	<p>Qualité comparable ? Professionnalisme ? Salaires et conditions de travail comparables ? Le coût inférieur est-il lié au bénévolat ? À des salaires très bas ? Quels sont les points de comparaison pertinents ?</p>	<p>Comparaisons de coûts directs entre solutions associatives et non associatives, sous l'hypothèse d'une qualité semblable.</p>
	<p>Réduction indirecte de coûts économiques. Exemples : réduction des dépenses d'indemnisation du chômage, des coûts de turnover ou d'absentéisme de salarié(e)s dont les enfants ont accès à un système de garde.</p>	<p>Que faut-il imputer aux associations comme bénéfice collectif au titre de leur contribution à la réduction du chômage ? Toute organisation employeuse réduit les dépenses d'indemnisation du chômage. Faut-il se limiter aux cas des personnes durablement éloignées de l'emploi ?</p>	<p>Évaluations monétaires d'externalités positives en termes de réduction de coûts sociaux.</p>
	<p>Contributions indirectes à la progression du taux d'activité ou du temps de formation professionnelle (externalité positive). Exemple : taux d'activité et temps de formation de jeunes parents, lorsque des systèmes de garde d'enfants ou d'aide à domicile aux personnes âgées existent.</p>	<p>Rien de spécifique à l'économie sociale par rapport aux solutions publiques éventuelles, voire aux solutions marchandes.</p>	<p>Enquêtes (ou exemples) portant sur la relation entre taux d'activité et disponibilité de services de garde d'enfants et d'aide à domicile aux personnes âgées.</p>
<p>Territoire</p> <p>Valeurs économiques et sociales diverses liées à une dynamique de territoire, à la défense et à la promotion d'une identité locale, au développement économique et social territorial.</p>	<p>Le territoire ou le quartier comme ressource collective (utilité sociale) qui influe sur le dynamisme économique, sur la qualité de vie et la sociabilité.</p> <p>Animation du territoire, du quartier. "Utilité socio-spatiale". La proximité comme utilité sociale.</p>	<p>Risques de survalorisation "communautariste" de territoires, sociabilité défensive.</p> <p>Quid de l'égalité des territoires devant l'accessibilité à certains services de proximité "socialement utiles" s'ils dépendent d'initiatives bénévoles ? Comment promouvoir les droits des personnes sur une base non purement territoriale ?</p>	<p>Recensement des initiatives et des actions associatives sur un territoire, complémentarités éventuelles.</p> <p>Repérage de réseaux actifs et exemples d'impact sur la création d'activités et d'emplois, de formes de vie sociale et d'échange, de qualité de vie et d'environnement. Populations concernées, participants actifs ou occasionnels, bénéficiaires passifs.</p>

Tableau 2. Thèmes de l'égalité, du développement humain et du développement durable

Valeurs ou "grandeurs" invoquées	Critères d'utilité sociale et termes utilisés pour justifier les actions	Aspects problématiques, controverses, voire "désutilité sociale"	Évaluation et exemples d'indicateurs éventuels
<p>Égalité, développement des "capabilités"</p> <p>"Grandeur" civique : réduire des inégalités diverses jugées excessives, combattre la pauvreté, notamment à l'échelle locale.</p> <p>Cohésion sociale au sens d'une solidarité avec les exclus, les plus démunis, les catégories discriminées, à l'intérieur d'une vision "organique" de la solidarité nationale, défaillante ou insuffisante, ou à revivifier par les solidarités locales.</p>	<p>Champ majeur de "l'action sociale" et du "secours" associatif pour la réduction des inégalités sociales.</p> <p>Actions prioritaires en direction de publics défavorisés, souffrant de handicaps, malades, SDF... Insertion dans l'emploi et l'activité de personnes "désaffiliées" Actions en faveur de l'égalité professionnelle des hommes et des femmes Tarification (dans le cas de services payants) sur la base de critères sociaux, de revenus notamment. Droit au logement (actions associatives en direction des pouvoirs publics) Soutien scolaire à des enfants en difficulté Reprise de confiance en soi, autonomisation comme conquête d'une capacité d'action ou "capabilité"</p>	<p>Répartition des rôles entre pouvoirs publics et associations. Risque de désengagement de l'État dans des domaines où l'addition d'actions locales ne peut suffire.</p> <p>Forte dépendance (dans certains cas) vis-à-vis de l'État, interlocuteur principal pour trouver des solutions durables.</p> <p>Inégalité des territoires et des publics en fonction de l'existence d'initiatives associatives.</p>	<p>Repérer, classer, qualifier et quantifier dans certains cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions (exemples : embauches de personnes en situation de chômage de longue durée, tarification "sociale"...) - Les publics bénéficiaires - Les ressources monétaires et non monétaires mobilisées - Les impacts des actions sur la réduction des inégalités, de la pauvreté, de l'exclusion, en raisonnant par grands types d'exclusion ou de "handicap", ou par type de public : quelles transformations pour quels publics visés ?
<p>Solidarité internationale et développement humain</p> <p>Grandeurs civiques à l'échelle internationale, notamment en direction des pays en développement. Valeurs égalitaires, droits de l'homme et démocratie</p>	<p>Actions pour le développement et contre la pauvreté humaine</p> <p>Défense des droits de l'homme, y compris dans les pays développés</p>	<p>Controverses sur le rôle des ONG dans le développement et sur leur instrumentalisation possible par le libéralisme ou par des gouvernements corrompus</p>	<p>Idem</p>
<p>Développement durable</p> <p>(local, national ou international) Grandeurs civiques. Équité intergénérationnelle, grandeurs écologiques, biens communs, patrimoines...</p>	<p>Améliorer la qualité de l'environnement naturel (urbain ou rural)</p> <p>Préservation de ressources naturelles et de la biodiversité, recyclage des déchets...</p>	<p>Risque d'oubli du "pilier social" du développement durable</p>	<p>Idem</p>

Tableau 3. Lien social et démocratie locale

Valeurs ou "grandeurs" invoquées	Critères d'utilité sociale et termes utilisés pour justifier les actions	Aspects problématiques, controverses, voire "désutilité sociale"	Évaluation et exemples d'indicateurs éventuels
<p>Li en social</p> <p>Lien social de proximité, réciprocité communautaire, capital social relationnel, sans référence majeure à une identité territoriale ou locale. Grandeur civique particulière ne faisant pas référence à des droits reconnus mais à des liens. Cohésion sociale par des liens sociaux directs et non sur la base de droits et de politiques (publiques, salariales...) égalitaires.</p>	<p>Produire, créer et recréer des liens sociaux, de la sociabilité, de l'insertion dans des réseaux humains de proximité : utilité sociale de la réduction de l'isolement social et affectif et de la création de collectifs.</p> <p>Entraide, échanges locaux, échanges de savoirs : utilité sociale entre participants par la réciprocité</p> <p>Impact économique positif du capital social (externalité économique positive)</p>	<p>Risque d'oubli des inégalités et de la solidarité organique fondée sur des droits et garantie par l'État</p> <p>Risque d'inégalités persistantes entre territoires ou entre publics, en fonction de l'existence ou non d'initiatives locales bénévoles</p> <p>Risque de communautés peu ouvertes aux autres</p> <p>Le lien entre égaux n'est pas le lien entre inégaux</p>	<p>Appui possible sur certaines approches par enquêtes (Putnam, etc.)</p> <p>Difficulté de mettre en relation les actions et les liens ainsi créés, mais possibilités d'observation et de description de la restauration de liens sur la base de cas individuels ou de petits groupes</p> <p>Usage possible de la grille proposée au tableau 2</p>
<p>Démocratie locale</p> <p>"Prise de parole", espaces publics de proximité, éducation à la citoyenneté</p> <p>Valeurs typiques de nombreuses associations des pays nordiques</p>	<p>Dialogue participatif entre acteurs associatifs et "parties prenantes" (dirigeants, autres bénévoles, salariés, usagers, collectivités locales, élus, institutions du social, financeurs...). Le processus de décision pluraliste comme utilité sociale.</p> <p>Utilité sociale et politique de la prise de parole des citoyens via certaines associations de "défense" ou de "contestation".</p>	<p>Dialogues pseudo-participatifs, formels ou déséquilibrés, ne portant pas sur les enjeux principaux et sur les valeurs.</p> <p>Corporatismes divers défendus par des associations sans prise en compte d'un intérêt général plus large.</p> <p>La démocratie c'est le peuple. Une association n'en représente qu'une partie.</p>	<p>Constats qualitatifs et quantitatifs de l'existence d'une organisation du dialogue avec les parties prenantes sur les principaux enjeux et sur les valeurs.</p> <p>Actions de participation à la vie collective locale et à la vie citoyenne.</p> <p>Grille du tableau 2, dans certains cas.</p>

Tableau 4. Contributions à l'innovation sociale, économique, institutionnelle

Valeurs ou "grandeurs" invoquées	Critères d'utilité sociale et termes utilisés pour justifier les actions	Aspects problématiques, controverses, voire "désutilité sociale"	Évaluation et exemples d'indicateurs éventuels
<p>Innovation</p> <p>Valeurs du "monde" de la création (ou "cité de l'inspiration")</p>	<p>Découverte plus ou moins partenariale de besoins émergents et innovations dans une offre de services adaptée.</p> <p>Réponse à des besoins existants, mais qui ne sont couverts ni par l'État ni par le secteur lucratif.</p> <p>Innovations institutionnelles locales ou nationales (finances solidaires, SCIC, coopératives d'activités...).</p> <p>Innovations organisationnelles (RES, SEL...).</p> <p>Possibilité de distinguer des innovations "internes" et "externes"</p>	<p>Un "besoin émergent" peut n'être que le besoin de faire face à un retrait de l'État ou aux conséquences sociales négatives d'orientations publiques ou privées, dans des conditions qui ne sont pas socialement optimales.</p> <p>Cela ne réduit pas l'utilité sociale de l'action associative, qui "compense" alors, au moins en partie, un déficit ou un retrait, mais cela la situe autrement.</p> <p>Dans d'autres cas, l'initiative associative est vraiment à l'origine de l'expression de besoins nouveaux ou insatisfaits.</p>	<p>Repérage et description d'innovations et de leurs impacts.</p>

Tableau 5. Utilité sociale "interne", mais avec des effets possibles de "contagion" externe

Valeurs ou "grandeurs" invoquées	Critères d'utilité sociale et termes utilisés pour justifier les actions	Aspects problématiques, controverses, voire "désutilité sociale"	Évaluation et exemples d'indicateurs éventuels
<p>Désintéressement, don et bénévolat</p> <p>Grandeurs civiques d'un type particulier qui répondent à des normes morales de générosité, sans contrepartie attendue (autre qu'une satisfaction morale liée à la participation à des projets améliorant le bien-être des autres). Mais aussi : Valeurs critiques de l'ordre marchand. Valeurs critiques du profit comme ressort de la production</p>	<p>Non lucrativité</p> <p>Gestion désintéressée</p> <p>Action bénévole</p>	<p>Le désintéressement et la générosité peuvent masquer des ressorts d'action moins nobles : exercice solitaire du pouvoir, dérives autoritaires...</p> <p>La conviction de participer à des projets qui améliorent le bien-être collectif peut conduire à dévaloriser d'autres solutions, publiques notamment, ayant ces mêmes objectifs</p>	<p>Vérification de la non lucrativité et de la gestion désintéressée</p> <p>Bilan de la participation des bénévoles et de la qualité de leurs apports</p>
<p>Gouvernance alternative et plus démocratique</p> <p>Valeurs critiques de l'absence ou de l'insuffisance de démocratie dans la gouvernance des entreprises privées lucratives et dans le fonctionnement de l'État.</p>	<p>Règles de démocratie interne (une personne, une voix). "Double qualité", dans le cas des coopératives et des mutuelles (absence de distinction entre membres associés et usagers, participation conjointe)</p> <p>Libre adhésion (acte volontaire)</p>	<p>L'histoire des associations américaines montre qu'une partie d'entre elles a été créée pour échapper aux règles de contrôle jugées encore trop "démocratiques" des entreprises et de leurs comptes.</p>	<p>Vérification du respect des règles démocratiques</p> <p>Fréquence et enjeux des réunions</p> <p>Rotation des responsabilités</p>
<p>Professionnalisme associatif (notamment dans le cas des services aux personnes).</p> <p>Contribution sociale à l'élévation des compétences professionnelles dans les services aux personnes. Dimension souvent oubliée, ou considérée comme ne relevant pas de l'utilité sociale, alors que les bénéfices collectifs de l'action associative, la qualité des services rendus et l'image des associations en dépendent fortement.</p>	<p>Efforts de formation interne coopérative, mutualisation des compétences et appropriation des valeurs par les membres, les salariés, et les usagers.</p> <p>Détention de compétences professionnelles. Reconnaissance sociale et salariale de ces compétences</p> <p>Existence et obligation de formations, à la fois internes et externes, si possible certifiées ou validées</p>	<p>Limites de la seule mutualisation interne des savoirs quand la professionnalisation est nécessaire ou souhaitable.</p> <p>Le contexte français actuel est défavorable aux revendications de professionnalisation des salariés.</p> <p>Certaines valeurs de désintéressement ne jouent pas toujours en faveur de la reconnaissance d'un besoin de professionnalisation.</p>	<p>Constats de mutualisation des compétences et de formation interne par échange d'expériences, etc.</p> <p>Existence d'actions de professionnalisation et de revendications correspondantes, notamment auprès des pouvoirs publics.</p>